



Paris, le 19 février 2016

Michel SAPIN
Ministre des Finances
et des Comptes Publics

Christian ECKERT
Secrétaire d'Etat au Budget

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

La situation du dialogue social à la DGDDI semble avoir atteint un point de non-retour.

En effet, nous (organisations syndicales et agents) apprenons, parfois au gré de vos interventions publiques, la fermeture de tel ou tel site. Au passage, nous apprenons également que le fait de ne pas disposer d'information globale sur l'ensemble du réseau provient de votre propre instruction !

De même, le dernier comité technique de réseau a été marqué par une perte de sens, avec, à titre d'exemple, remise de documents – au demeurant peu diserts - « sur table », et que la directrice générale dit ne pas avoir consultés (!). Dans les services, nous n'apprenons rien et on dit aux agents que tout se décide en haut lieu et dans lesdits hauts lieux, nous sommes renvoyés vers de soi-disant « déclinaisons locales ». Bref, si le dialogue social existe en douane, il ne se pratique pas. En fait, il se résume à de vagues informations a posteriori sur des décisions déjà prises.

En conséquence, face à un échange, ou ce qui en tient lieu, totalement vidé de son sens, nous vous annonçons que nous suspendons jusqu'à nouvel ordre toute participation au comité de réseau, aux comités locaux, ainsi qu'aux groupes de travail.

L'intersyndicale considère que les dispositions prises par le ministère sont de nature, à court et moyen terme, à générer des impacts négatifs pour les agents, leur métier et pour les citoyens en général. A plus long terme, c'est même une autre administration des Douanes qui se dessine, voire, selon les orientations politiques à venir, plus de Douane du tout ! Les éléments du plan dit « stratégique » auront des conséquences qui dépasseront le dessein national et impactera lourdement le commerce international.

Après bientôt un quinquennat complet (eh oui...) de résistance face à ce projet, il serait grandement temps de passer à autre chose.

Tant sur la situation du dialogue social à la DGDDI que sur la situation et le devenir de cette dernière, nous demandons à vous rencontrer, vous-même ou vos représentants dans un délai assez bref.

En vous remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de nos sentiments respectueux.

L'intersyndicale des Douanes